

SÉMIOTIQUE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE : GESTION DES RESSOURCES NATURELLES AU SAHEL ET DÉFIS ACTUELS

Mahamadou Hassane CISSE
mohamedcis3@gmail.com
Université Nazi BONI (Burkina Faso)

Abstract: *Life forms in traditional Africa remain globally characterized by a remarkable symbiosis between man and nature. This situation is based on lifestyles, rules and standards established by the guarantors of tradition to regulate interactions between man and his environment. In short, it is about forms of life in adequacy with the laws of nature. But, like other continents, Africa was quickly contaminated by new ways of life imposed on it by the progress of science and technology, that is to say modernity. A gap is then widened, not only between man and man but also between man and nature. This shows that the hope raised by science through socio-economic development and human well-being was only short-lived. Humanity is quickly overtaken by the challenges of a new order of development, challenges that it is struggling to meet. The solutions hitherto proposed by the various development actors, namely politicians, economists, researchers, etc. have proven ineffective. To respond to this concern, this research, which is in the wake of the semiotics of cultures and the semiotics of development, endeavors to examine how culture and traditional religion made it possible to effectively manage the environment in pre-colonial Africa in general, on the one hand, and on the other hand, it examines the current challenges of sustainable management of the environment in the Sahel in particular.*

Keywords: *Culture, environment, religion, semiotics, tradition.*

Introduction

Les progrès des sciences et techniques ont assurément contribué à améliorer les conditions de vie et de travail de l'homme, mais ils ont aussi entraîné une explosion démographique et une urbanisation galopante dont les corollaires sont, entre autres, la surexploitation des ressources naturelles et la pollution de l'environnement. La modernité a donc engendré de nouveaux défis sociétaux que les politiques et les approches modernes en matière de gestion de l'environnement peinent à relever. Il est donc plus qu'urgent de sauvegarder la nature, mère nourricière, de gérer de façon rationnelle les ressources naturelles,

de préserver la biodiversité gage d'un équilibre entre différentes espèces et la nature, etc. La survie de l'homme en dépend. L'inefficacité des solutions jusque-là proposées par les différents acteurs du développement pousse désormais la recherche au-delà du cadre épistémologique occidental classique pour l'orienter vers de nouvelles connaissances, des pratiques environnementales innovantes, le design, en phase avec le développement local escompté.

Tous les modes de développement auxquels l'on a assisté ont donc toujours porté préjudice à l'environnement, qui se dégrade de façon vertigineuse, à telle enseigne que sa gestion est devenue une question de survie pour les pays en développement. Quelle serait donc la contribution de la recherche à cette lutte qui a une dimension planétaire ? Pour répondre à cette préoccupation, cette étude qui s'inspire de la sémiotique des cultures et la sémiotique du développement se donne pour objectif d'examiner les mécanismes qui permettraient à la sémiotique de « régler sa dette » envers la société : poser les problèmes sociaux et contribuer à relever les défis sociétaux. En effet, les sémioticiens s'interrogeront progressivement sur la manière dont la culture contribue, à travers ses pratiques et ses productions, au développement des sociétés.

1. De la sémiotique des cultures à l'Eco-sémiotique

En rappel, la Conférence des Nations-Unies sur l'environnement humain tenue à Stockholm en juin 1972 avait connu la participation de 113 pays dont des pays développés et des pays en développement à propos de l'avenir de la planète et de l'espèce humaine. Elle a eu le mérite de souligner la menace que l'humanité court à long terme au regard du rythme de sa croissance économique soutenue et de son explosion démographique galopante. La conférence a donné lieu à la déclaration de Stockholm assortie des cent neuf recommandations, « mais les principes énoncés n'ont pas été intégrés dans la jurisprudence internationale et les cent neuf recommandations n'ont pas été suivies dans les faits » (Froger, 2008 : 92).

Les différentes catastrophes naturelles et la récurrence des cas de pollutions qui ont éprouvé le monde par la suite ont contraint les décideurs politiques à aller vers une stratégie mondiale de conservation de l'environnement. C'est en cela que le Rapport Brundtland publié en 1987 par la Commission mondiale pour l'Environnement et le Développement (CMED) appelait déjà les différents acteurs politiques à aller vers le *sustainable development* qui se traduit littéralement par le « développement soutenable », une notion qui a, elle aussi, connu une évolution tendant vers l'idée du durable. Cette préoccupation a donc donné lieu à ce qu'il convient d'appeler aujourd'hui le « développement durable ». Dans ce rapport, cette notion de développement durable s'énonce comme suit :

« Le développement durable est un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs. Deux concepts sont inhérents à cette notion : le concept de « besoins », et plus particulièrement des besoins essentiels des plus démunis, à qui il convient d'accorder la plus grande priorité, et l'idée des limitations que l'état de nos techniques et de notre organisation sociale impose sur la capacité de l'environnement à répondre aux besoins actuels et à venir. » (CMED, 1987 : 40)

Des années passèrent, mais la situation dans le monde, elle, est restée moins reluisante. En effet, l'on est confronté à des questions transfrontalières, à savoir le réchauffement de la Terre, la destruction de la couche d'ozone, la désertification des terres agricoles, les phénomènes de changement et/ou dérèglement climatique. Les conclusions

de la conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (CNUED)¹ tenue du 3 au 14 juin 1992 à Rio de Janeiro sous le nom de « Sommet Planète Terre » se veulent un constat alarmant et une prise de conscience officielle de la situation. Elles confortent ce sentiment de « crise écologique planétaire et (...) la nécessité de promouvoir le droit au développement. Aussi, le concept de développement durable a-t-il été perçu comme la réponse permettant de concilier la protection de l'environnement, la croissance économique et le développement social. » (Ouoro, 2020 : 700).

Il faut donc agir maintenant en mobilisant décideurs politiques et acteurs sociaux en faveur de la préservation de l'environnement et pour un développement durable. Mais comment la question du développement durable est-elle articulée par le discours politique et à travers quelle démarche scientifique peut-on examiner cette préoccupation sociétale ? De toute évidence, pour répondre à cette préoccupation, il faudra interroger les sciences humaines et sociales, et prioritairement les sciences du sens habilitées à examiner nos choix politiques et leurs impacts, aussi bien en amont qu'en aval. C'est dans ce sens que Jacques Fontanille écrit : « les sciences du sens joueront (...) pleinement leur rôle si elles interrogent les processus de décision, la gouvernance des systèmes, ainsi que les conséquences sociales, culturelles et anthropologiques des transformations en cours et à venir » (2015 : 3).

La sémiotique répond à ce besoin, notamment en ce qu'elle se veut une macro-science (avec plusieurs domaines d'application et divers phénomènes abordés), mais aussi en ce qu'elle va au-delà du champ littéraire pour interroger d'autres objets. Il est donc permis de parler de la sémiotique du concret pour prétendre cerner la « multitude d'approches ou précisément de réorientations » (Paré, 2021 : 19) que la sémiotique permet aujourd'hui. Elle est donc suffisamment outillée à cet effet comme le précise Jacques Fontanille :

« La sémiotique propose un corps de concepts et de méthodes pour interroger d'abord les pratiques, les textes, les objets, les interactions sociales, les formes de vie et les modes d'existence collectifs et en collectivité. Elle est donc en mesure d'en construire le sens, en collaborant avec toutes les autres sciences humaines et sociales qui contribuent à édifier, chacune sous un point de vue particulier, cette architecture des significations humaines... » (Fontanille, 2015 : 3)

De façon plus précise, l'éco-sémiotique telle que développée par Nicole Pignier s'inscrit dans cette perspective d'autant plus qu'elle se présente comme « la posture par laquelle la sémiotique tente de développer et de tenir le discours du développement. Elle résulte de la sémiotique des cultures car elle s'approprie les grandes questions de cultures et de sociétés » (Paré, 2021 : 20). Ce concept offre l'avantage d'évaluer ou de cerner les interactions de sens entre les humains et leur milieu de vie. À ce propos, Nicole Pignier précise :

« Nous proposons d'envisager l'éco-sémiotique comme l'étude des liens perceptifs entre les êtres humains et l'*oïkos*, terme grec qui signifie le lieu qui accueille, la

¹ Pour Mathieu BAUDIN dans *Le développement durable : une nouvelle idéologie du XXI^e siècle ?*, (2009 : 25), « si c'est en 1987 que le concept voit consacrer sa définition, c'est en 1992, en revanche, que le développement durable acquiert ses lettres de noblesse et son envergure planétaire. Vingt ans après la conférence de Stockholm, 4 000 délégués de 178 pays, dont plus de 120 chefs d'État et de gouvernement, se réunissent dans le sud du Brésil, à Rio de Janeiro, lors de la conférence des Nations unies sur l'environnement et le développement (CNUED), pour ce que l'histoire va retenir comme « le sommet de la Terre ». Onze jours de constats alarmants, de prises de conscience officielles et de confrontations d'intérêts divers ; l'humanité dans sa quasi-totalité, pour la première fois, autour de l'entité *Gaïa (Terre)*. »

maison, la Terre que nous habitons en tant que “monde”. L'*oïkos* en tant que monde nous habite autant que nous l'habitons. En effet, depuis que les êtres humains sont sur Terre, ils coénoncent avec celle-ci ; selon le sens avec lequel ils perçoivent le lieu où ils passent, où ils vivent, ils créent des mots, des modalités énonciatives artistiques, des techniques. Ainsi, ils façonnent leurs lieux de vie dans un lien créatif et non déterministe. Leurs gestes, alliés aux langues, aux arts et aux techniques sont des façons d'énoncer sur l'*oïkos*, certes mais aussi de coénoncer avec la Terre, de manifester des mondes qui en retour énoncent, manifestent quelque chose aux êtres qui y vivent. » (2021 : 44-45)

2. Articulation culture-tradition-environnement en Afrique précoloniale

En général, le développement durable est envisagé comme une notion globale située au croisement de trois (3) piliers forts que sont traditionnellement l'environnement, le social et l'économie. Il doit impérativement prendre en compte ces 3 piliers de façon simultanée et se présente comme suit :



Si ce schéma offre l'avantage de visualiser les principes du développement durable, il ne montre cependant pas suffisamment le lien entre les enjeux sociaux, économiques et environnementaux. Il faut surtout noter que « [ce] schéma selon lequel le développement durable serait l'articulation de trois sphères (environnement, économie et société) nous semble trop simpliste dans la mesure où l'environnement viable, l'économie viable et la société équitable sont les fondements même des sociétés traditionnelles africaines » (Ouedraogo, 2017 : 405). En effet, une autre lecture s'impose pour mieux cerner la réalité africaine qui semble toujours résister aux différentes stratégies de développement jusque-là envisagées. Si le pilier social semble être l'objectif majeur, à savoir la satisfaction des besoins de l'être humain, le pilier environnemental, lui, serait une condition *sine qua non*, c'est-à-dire le fait de préserver les ressources naturelles pour prétendre au « soutenable », ou du moins au « durable ». Cette trajectoire impose un mode de production et de consommation approprié. Dans le cadre de cette réflexion, nous entendons aborder le concept du développement durable en tant que valeur, c'est-à-dire en tant qu'ensemble signifiant qui représente une *forme de vie* (J. Fontanille, 2015). En effet, précise Justin Ouoro :

« Parce qu'il est un *projet politique de civilisation*, une façon d'être au monde, le développement durable est une *forme de vie*. Une *forme de vie* est avant tout une organisation sémiotique qui ne peut être appréhendée en tant que telle que dans le respect du principe des plans d'immanence. En d'autres termes, le développement durable est une sémiotique-objet

dotée d'un plan de l'expression et d'un plan du contenu et dont les termes structurants sont à rechercher dans le champ de la présence de l'homme au monde. » (Ouoro, 2020 : 704)

Par ailleurs, cette réflexion vise précisément à examiner la contribution de la culture et de la religion traditionnelle à la gestion de l'environnement considérée comme étant la condition du développement durable. Cette perception en phase avec la théorie du donut qui stipule qu'aucun développement durable n'est envisageable sans quête d'un « *espace sûr et juste pour l'humanité* » (Raworth, 2012) montre que cette notion du développement fait partie intégrante de la culture africaine, du mode de vie des Africains. Ceci est un dénominateur commun de toutes les sociétés ou communautés africaines comme le confirme Dakouri M. Gadou :

« Ce qui est frappant, en forêt comme en savane ou en montagne, c'est l'unité culturelle de l'Afrique noire... Ce fonds de culture commun trouve son fondement dans la tradition religieuse que partagent toutes les sociétés africaines pré-coloniales, pré-islamiques et pré-chrétiennes. Cette tradition religieuse, qui comprend un noyau essentiel, c'est-à-dire des croyances fondamentales (Dieu, la personne, la nature), des rites ou pratiques instituées et consacrées, une communauté (les croyants) et un appareil (corps des officiants, calendrier, lieux sacrés, autels), se lit et se dévoile dans la vision unifiée du monde, "se présente idéologiquement comme une conception générale de l'univers, de la vie et de l'homme, une totalité cohérente qui continue d'informer l'âme et le comportement des peuples". » (Gadou, 2001 : 180-181)

Fort de cette conception des réalités africaines, nous conviendrons avec Justin Ouoro (2020 : 102) que la question du développement durable n'est pas une civilisation nouvelle en Afrique précoloniale en ce sens qu'elle est partie intégrante de sa culture. C'est pourquoi, en considérant le développement durable comme une forme de vie, le schéma dit opérationnel qu'il propose à cet effet se montre plus adapté à la culture des peuples africains, et particulièrement en phase avec les réalités de l'Afrique précoloniale.

Ce schéma permet d'expliquer aisément la situation d'équilibre de la société traditionnelle qui parvenait à maintenir son environnement viable à travers un système économique équitable, gage d'une société vivable, ou mieux, « espace sûr et juste pour l'humanité »². Cela relève exclusivement de son mode de vie quotidienne que nous considérons ici comme étant des formes de vie. En effet, l'animisme en tant que croyance religieuse traditionnelle en vigueur en Afrique se définit comme étant le reflet de la spiritualité d'un peuple vivant en parfaite harmonie avec son milieu naturel. L'animisme « apparaît être une religion de l'alliance éternelle entre l'homme et la nature par la médiation des génies, des ancêtres et de Dieu » (Gadou, 2001 : 182). Cette croyance n'est d'ailleurs pas l'apanage de l'Afrique, mais elle se veut une réalité auprès de tous les peuples traditionnels en général comme on peut le lire :

« Contrairement à la religion des colons européens, les Amérindiens étaient animistes tout comme les Africains. L'animisme consiste à penser que la nature est vivante et que chaque chose est régentée soit par un esprit soit par une âme errante. En ce sens, les Amérindiens vénéraient tout ce qui les entourait tels que les plantes, les arbres et surtout les animaux. Le respect de la nature prend alors une dimension chamanique et devient très importante puisqu'elle leur permettait d'être en contact avec le monde des morts et celui des esprits. Ainsi, chaque chose, chaque être vivant devenaient aussi essentiels. » (Raad, 2016 : 106)

² Suivant la conception de Raworth, K. (2012).

De toute évidence, l'animisme sacralise la nature et impose alors une certaine réglementation dans l'occupation et dans l'exploitation de l'environnement, en somme une réglementation des rapports de l'homme à la nature. C'est pourquoi, dans ces sociétés, la chasse et la pêche étaient pratiquées suivant un calendrier indiquant des jours fastes et des jours néfastes, puis un individu ne pouvait dépasser un certain seuil en termes de quantité par partie. La forêt n'était pas ouverte à tous, parce qu'elle était interdite aux enfants, puis les femmes n'étaient pas non plus autorisées à atteindre certaines profondeurs de ce lieu sacré car elles n'étaient pas initiées. Il s'agit là, à n'en pas douter, d'une forme manifeste de régulation de l'exploitation des richesses naturelles en vue de prévenir les surexploitations, les gaspillages et la profanation des lieux sacrés synonyme d'affront aux ancêtres, aux génies ou dieux gardiens de la forêt. Il est donc question d'une violence nécessaire que l'homme a toujours exercée sur la nature, même si, du fait de sa culture, l'Africain traditionnel observe des règles en vue de policer son rapport avec la nature, sa mère nourricière, comme le précise Dakouri M. Gadou :

« Conscient de ce que les dieux immanents vivent dans la nature, les montagnes, les forêts, les eaux, [l'Africain traditionnel] a mis en place des stratégies permettant d'éviter ou de prévenir des désordres (épidémies, épizooties, disparitions d'espèces vivantes, épuisement des minéraux...) qui pourraient résulter de cette violence nécessaire. En fait, par ces stratégies, l'Africain a le souci d'éviter la rupture entre lui et la nature, son partenaire et son géniteur. Sacrifices, prières, obéissances aux interdits constituent ces stratégies. Il s'agit en somme de rites visant à conformer l'action ou la violence humaine à un ordre normatif que sont censés régir les dieux et les ancêtres, afin d'assurer la vie éternelle des sociétés et des humains. » (Gadou, 2001 : 186)

3. Les défis actuels de la « gestion durable » de l'environnement au Sahel

3.1. Analyse de la situation actuelle des pays sahéliens

La réalité des pays africains, au lendemain des indépendances à nos jours, reste marquée par l'intrusion de la modernité dans toutes les activités, dans le mode gestion de l'environnement et dans les stratégies de développement durable. De ce point de vue, le développement durable en Afrique suppose, en plus du respect des valeurs traditionnelles, la prise en compte des paramètres nouveaux. « Il faudrait s'inscrire dans le modernisme dont certaines lois (visiblement) ont maille à partir avec les trois premières sphères. Du coup, des contradictions apparaissent : industrialisation/non-pollution, exploitation des ressources naturelles/préservation de l'environnement, accumulation des richesses/réduction de la fracture sociale, etc. » (Ouédraogo, 2017 : 406).

Pour mener à bien cette analyse, il nous semble important de recourir à la théorie de la narrativité telle que présentée par A. J. Greimas en réinterprétant le discours narratif à partir de la notion d'*interaction*, c'est-à-dire en considérant le récit comme un espace de rapports intersubjectifs. A ce propos, Nijole Kersyte explique :

« On peut définir l'objectif général de la sémiotique comme la description de l'émergence du sens dans l'interaction. Comme nous l'avons déjà mentionné, la sémiotique narrative classique s'intéresse au récit en tant qu'(inter)action produisant du sens. Elle distingue différents types d'interactions dans le récit : entre sujets et objets (le sujet cherche à acquiescer l'objet), entre deux sujets (l'un transmet l'objet à l'autre), entre destinataire et sujet (le destinataire-manipule le sujet-héros en vue de lui faire faire quelque chose). L'interaction est ici conçue comme *pragmatique* (ou *cognitive*), et en même temps comme *économique* : elle vise

toujours un objectif, un résultat, un profit (matériel ou spirituel), qu'il s'agisse de s'approprier quelque objet-valeur ou de manipuler un autre sujet. » (Kersyte, 2008 : 87)

De façon précise, il s'agira d'étudier les parcours narratifs d'un développement durable partant du cas des pays en développement tel qu'il peut être envisagé dans la réalité, sur le terrain du développement, en tenant compte des résultats caractéristiques plutôt à un sous-développement. Considérant que le dessein de toute politique de développement planifiée consiste à faire passer la situation de ces pays en développement d'un état (S), celui de départ, à un autre état (S'), celui d'arrivée. Cela suppose donc deux parcours narratifs, l'un **idéal**, à travers lequel le **Faire ≈ Être** et l'autre **réel**, à travers lequel le **Faire ≠ Être**, comme le préconise Joseph Paré (2021 : 21). On peut donc écrire les programmes narratifs de base ci-dessous :

$PNB_{(idéal)} = F(S'_2) \quad [(S'_1 \nabla \underline{O}_1)] \quad (S'_1 \nrightarrow O_1)$
 S'₂ = Stratégie de gestion durable de l'environnement
 S'₁ = La population
 O₁ = Environnement viable

$PNB_{(réel)} = F(S'_2) \quad [(S'_1 \nabla \underline{O}_1)] \quad (S'_1 \nabla O_1)$
 S'₂ = Stratégie de gestion durable de l'environnement
 S'₁ = La population
 O₁ = Environnement viable

Si le premier parcours narratif dit idéal traduit une transformation qui aboutit à la conjonction avec un environnement viable, le second, lui, traduit plutôt une situation statique qui s'explique par l'incapacité du sujet, à savoir l'État et ses partenaires (sociaux et techniques) à entrer en conjonction avec l'objet de quête, à savoir un environnement viable. Cela permet d'établir un schéma actantiel relatif à la situation réelle de ces pays en développement.

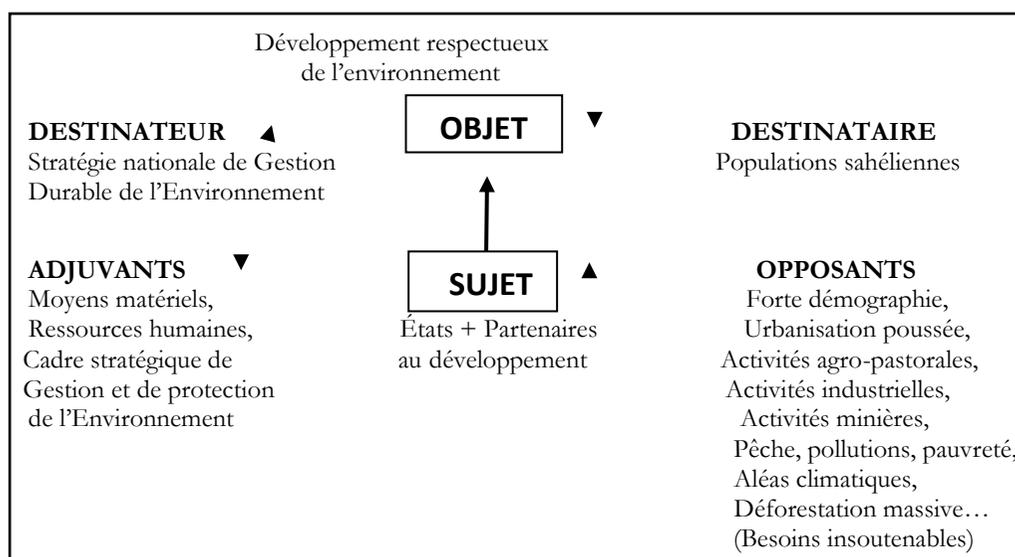


Schéma actantiel de la situation réelle des pays africains

La lecture de ce schéma permet de postuler que l'incapacité du sujet de quête à performer, c'est-à-dire à aboutir à un développement respectueux de l'environnement (et donc développement durable), reste logiquement liée au déséquilibre entre adjuvants et opposants aux actions initiées par ces États et leurs partenaires au développement. En effet, les obstacles qualifiés ici de défis sont, à quelques exceptions près, les mêmes pour ces pays sahéliens. On peut donc retenir, entre autres, les plus significatifs que sont une démographie galopante et les besoins d'urbanisation qu'elle impose, la surexploitation des ressources halieutiques et forestières (pêche, activités agro-pastorales, industrielles, minières) et leur corollaire de pollution des terres, des eaux et de l'air, la déforestation massive pour répondre aux besoins de plus en plus insoutenables d'une frange de la population qui croupit sous le poids de la pauvreté. La terre n'étant pas extensible, la situation d'équilibre tant convoitée est donc à rechercher dans l'examen rigoureux des besoins essentiels des populations, l'analyse des moyens et ressources naturelles disponibles pour mettre en place des stratégies de développement adéquates. Cette situation permet de convoquer l'éco-sémiotique telle qu'envisagée par Nicole Pignier qui explique que « les paysages, terres, lieux, selon la thèse éco-sémiotique de la coénonciation du vivant, ne peuvent être résilients qu'à partir du moment où les êtres humains *désignent* leurs activités humaines selon une relation sémiotique de continuité, réciprocity créative entre l'éco, l'*oïkos*, la Terre et le techno-symbolique » (2021 : 56).

3.2. Environnement et développement durable au Sahel : cas du Burkina Faso

L'inefficacité des stratégies nationales et régionales en matière de gestion de l'environnement telle que présentée sur le schéma actantiel précédent, l'échec des grands projets sous-régionaux de développement dans la réalité, comme c'est le cas du barrage d'*Assouan* en Egypte et du barrage construit sur les rives du *Zambèze* en Afrique du Sud (N. Pignier, 2018) imposent l'idée d'une nouvelle approche de la gestion de l'environnement et du développement durable. C'est en cela que l'éco-sémiotique envisagée par Nicole Pignier se révèle être une approche appropriée, celle qui s'intéresse aux interactions de sens entre l'homme et la nature, c'est-à-dire « les humains et leur milieu, leurs manières d'exprimer les relations pratiques et existentielles pour développer des stratégies, des dispositifs, des méthodes et des pratiques qui concourent au développement de leur milieu de vie » (Paré, 2021 : 20).

Au regard de ce qui précède, l'éco-sémiotique que Joseph Paré présente comme « la posture par laquelle la sémiotique tente de développer et de tenir le discours du développement (2021 : 20) se veut donc une discipline qui questionne les politiques publiques en matière de gestion de l'environnement. Une politique publique suppose, entre autres, « l'existence d'un programme avec des mesures concrètes, qui peuvent être des mesures coercitives (obliger à), incitatives (prévoir une baisse des prélèvements si) ou distributives (prévoir l'attribution de financements à une catégorie de population)... Il est nécessaire qu'il y ait un ensemble de décisions interreliées » (Kübler et Maillard, 2009 : 9). Ce programme d'actions, appliqué à la gestion de l'environnement, suppose l'implication de tous les acteurs du développement au niveau local à travers un schéma directeur ou une stratégie qui correspondrait à l'idée d'un *design* qui fait écho à l'éco-sémiotique préconisée par Nicole Pignier. En effet, elle précise :

« Le design est un processus d'orchestration entre un dessin – plan, esquisse, croquis ainsi que diverses représentations graphiques – et un dessein, à savoir un but, un objectif mais aussi une visée éthique, c'est-à-dire une conception du mieux-être individuel et

collectif (...) [D'où] la nécessité de fonder les gestes de design « intégré » sur une approche apte à prendre en compte le fait que les sociétés humaines ne vivent pas seules entourées d'objets mais qu'elles composent avec d'autres êtres vivants accueillis dans la biosphère. Ce point de départ amène à élargir le plan d'immanence du sens de ce qui est désigné non seulement aux pratiques culturelles mais aussi aux interrelations de ces dernières avec l'éco compris comme l'*oïkos*, l'habitat, la terre/Terre. » (Pignier, 2018 : 57-58)

La situation des pays sahéliens en général et celle du Burkina Faso en particulier retiennent l'attention. En effet, le Burkina Faso peut faire cas d'école car ce pays est non seulement enclavé, mais aussi les conditions de vie des hommes et des femmes majoritairement paysans et peu instruits se trouvent exacerbées par l'hostilité de l'environnement. Cette réalité semble expliquer en partie, mais sans pour autant justifier, le sous-développement qui caractérise ce pays. Autrement dit, ce sous-développement qui se maintient de façon durable n'est pas une fatalité, elle n'est pas irréversible. Nous partons du postulat selon lequel une gestion efficiente de l'environnement est la condition *sine qua non*, voire le fondement du développement durable au Sahel en partant de la réalité du Burkina Faso. Le Burkina Faso qui s'étend sur 274.000 km² abrite aujourd'hui une population estimée à 20.487.979 habitants³ en 2019, avec un taux d'accroissement annuel de 2,93% entre 2006 et 2019. Cette évolution galopante de la population, essentiellement jeune va de pair avec un taux d'urbanisation en nette progression, de 22,7 % en 2006 à 26,3 % en 2019, posant ainsi avec acuité les besoins essentiels des populations. La valeur de l'IDH⁴ du Burkina Faso est estimée à 0,452 en 2019, conférant ainsi au pays le rang de 182^e/189 pays et territoires. Il relève donc de la catégorie des pays au « développement humain faible », confronté à une multitude de défis aussi prioritaires les uns les autres. Il s'agit, entre autres, des questions de lutte contre la désertification, contre la pollution, contre la faim, contre la pauvreté et le chômage des jeunes ; des réformes agraires pour une répartition des sols, pour un aménagement rationnel des territoires, pour une relance de l'économie, etc.

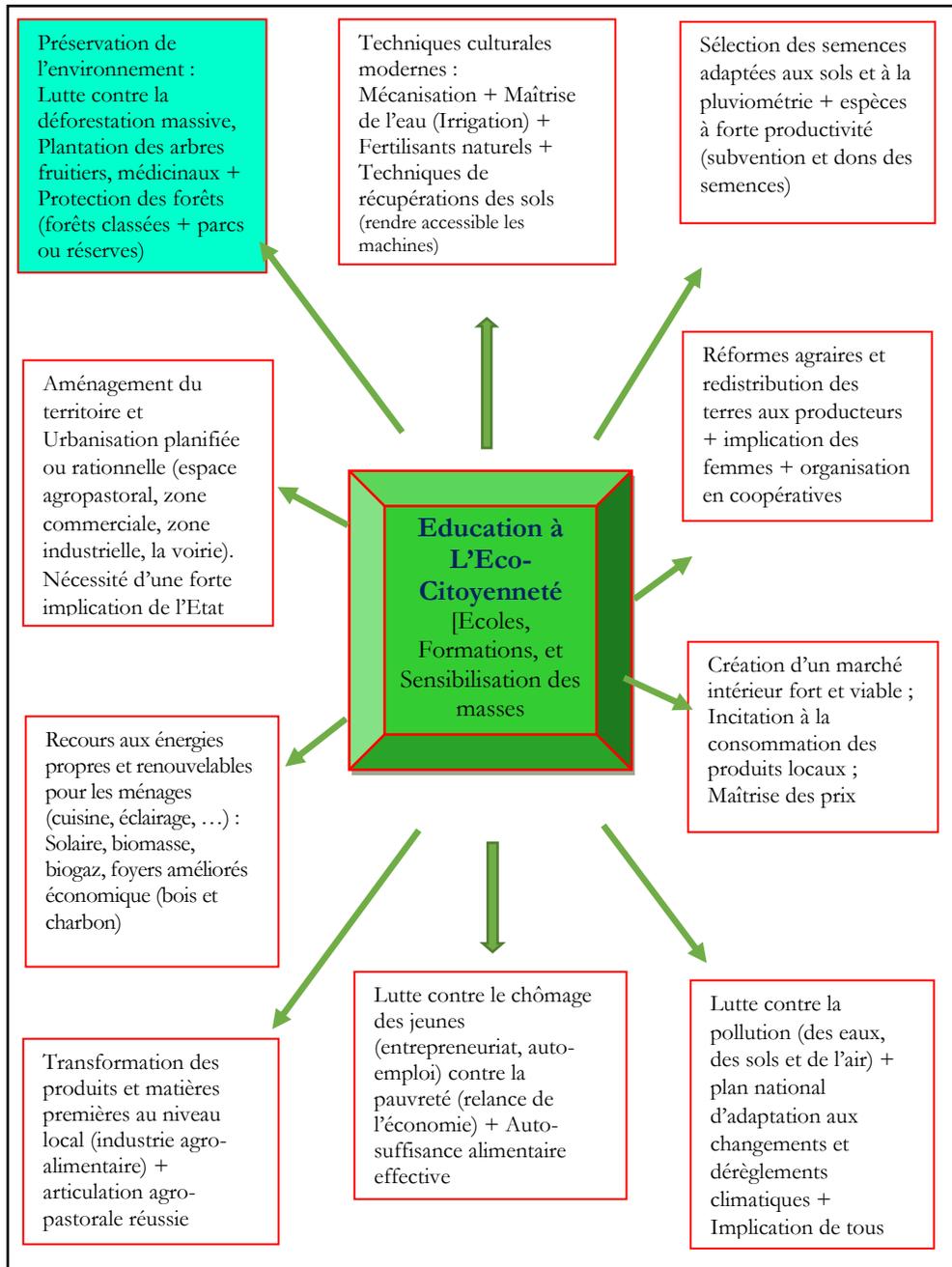
En somme, la réalité ainsi décrite peut être cernée à travers un projet de gestion durable de l'environnement comme dessein qui exige la conception préalable d'un dessin ou design qui repose sur un socle, celui de l'éducation en écocitoyenneté des jeunes et une sensibilisation des masses populaires à cet effet. Ce design offre l'avantage de visualiser les différents foyers isotopiques de développement à fédérer et les éventuels acteurs impliqués, aussi bien au niveau individuel qu'au niveau collectif. La terre n'est pas extensible, ou mieux les ressources naturelles s'épuisent et ne pourront donc pas répondre continuellement à la forte demande d'une population mondiale toujours croissante. L'humanité ne devrait pas accepter de franchir un certain seuil considéré comme la ligne rouge. Dans *Sauver la planète, Stratégie pour l'Avenir de la vie*, un ouvrage codirigé par des organismes internationaux, l'on précise :

« Et pour que ces limites ne soient pas dépassées et que les plus défavorisés d'entre nous puissent bientôt accéder à un meilleur niveau de vie, deux conditions devront être remplies : la croissance démographique doit être stoppée et les nantis doivent stabiliser, voire diminuer leur niveau de consommation des ressources. (...) Le souci de l'avenir doit dicter nos comportements à tous les niveaux, aussi bien individuels que collectifs, nationaux que mondiaux. L'application d'un tel principe exigera des changements profonds dans les

³ Source : Institut National des Statistiques du Développement, lors du 5^{ème} RGPH de 2019.

⁴ Indice du développement humain.

attitudes et modes d'existence de beaucoup d'entre nous. Pour promouvoir des changements, nous devons nous appuyer sur des programmes d'information faisant clairement apparaître la nécessité d'une éthique de vie durable ».⁵



Proposition de design d'un projet de gestion durable de l'environnement

⁵ UICN, PNUE et WWF, *Sauver la planète, Stratégie pour l'Avenir de la vie*, Gland, Suisse, 1991, p.5.

Conclusion

Il ressort que la gestion durable des ressources naturelles est une question de survie pour les pays sahéliens mais aussi un défi commun pour toute l'humanité. L'avenir de la planète en dépend. Si la culture et la religion traditionnelle se sont révélées être des instruments de gestion efficiente des ressources naturelles, force est de constater que la modernité et les modes de vie imposés par les technologies ont exacerbé les défis environnementaux dans le monde entier. La pauvreté semble passer pour un opposant de taille dans cette lutte qui freine l'action du sujet qu'est l'État et tous les acteurs au développement. Il est donc permis de soutenir que la protection de l'environnement a un prix et impose des sacrifices aussi bien en termes de comportement qu'en termes d'actions. La sémiotique du développement, l'éco-sémiotique et les outils qu'elle convoque viennent confirmer que cette science et avec elle toutes les sciences humaines et sociales qui explorent le sens doivent être mises à contribution dans la quête des solutions aux problèmes qui minent nos sociétés en donnant une priorité au bien-être de l'homme.

BIBLIOGRAPHIE

- BAUDIN, Mathieu, (2009), *Le développement durable : une nouvelle idéologie du XXI^e siècle ?*, Paris, L'Harmattan.
- FONTANILLE, Jacques, (2015), « La sémiotique face aux grands défis sociétaux du XXI^e siècle », dans *Actes Sémiotique*, N°118, Université de Limoges.
- FROGER, Géraldine, (2008), « Le développement durable : savoirs et politiques », dans *Savoirs et politiques de développement : questions en débat à l'aube du 21^{ème} siècle*, Paris, Karthala, pp. 89-118.
- GADOU, Dakouri M., (2001), « La préservation de la biodiversité : les réponses de la tradition religieuse africaine », dans *The African Anthropologist*, Vol. 8, n°2, pp. 178-199.
- GREIMAS, Algirdas Julien, (1976), « Pour une sémiotique topologique », dans *Sémiotique et Sciences Sociales*, Paris, Seuil, pp. 129-157.
- GUIATIN, Bruno, (2021), « Eco-anthropo-sémiotique et développement durable : contexte d'émergence, apport théorique et méthodologique », dans OUEDRAOGO Mahamadou Lamine et PARE Joseph, *Construire le sens, bâtir les sociétés. Itinéraires sémiotiques, Connaissances et savoirs*, Paris, pp. 99-121.
- KERSYTE, Nijolė, (2008), « Les interactions discursives : entre sémiotique narrative et narratologie », dans *Synergies - Pays Riverains de la Baltique*, n°5, pp. 85-104.
- KLINKENBERG, Jean-Marie, (2012), « Ce que la sémiotique fait à la société, et inversement », dans *Signata, Annales des sémiotiques*, N°3, Presses universitaires de Liège, pp. 13-25.
- KÜBLER, Daniel, MAILLARD, (de) Jacques, (2009), *Analyser les politiques publiques*, Presses universitaires de Grenoble.
- OUEDRAOGO, Mahamadou Lamine, (2017), « Quelle sémiotique pour un développement durable ? Prolégomènes à une sémiotique du durable », dans *Wüire, Revue de Langues, Lettres, Arts, Sciences humaines et sociales*, N°5, pp. 397-416.
- OUORO, Toro Justin, (2020), « Paradigme sémiotique du développement durable en Afrique francophone : du mimétisme à la réinvention d'un sujet diégétique au moyen du cinéma et de l'audiovisuel », dans *Cahiers du CERLESHS*, Tome XXXI, n°66, pp. 697-717.
- PARÉ, Joseph, (2021), « La sémiotique : un moyen de construire le sens et de bâtir les sociétés », dans OUEDRAOGO Mahamadou Lamine et PARE Joseph, *Construire le sens, bâtir les sociétés. Itinéraires sémiotiques, Connaissances et savoirs*, Paris, pp. 17-24.

- PIGNIER, Nicole, (2021), « Fondements d'une éco-sémiotique. Vie du sens, sens du vivant ? », dans OUEDRAOGO, Mahamadou Lamine et PARE Joseph, *Construire le sens, bâtir les sociétés. Itinéraires sémiotiques, Connaissances et savoirs*, Paris, pp. 41-59.
- PIGNIER, Nicole, (2018), « Design et éco-sémiotique. Quand le design coénonce avec le vivant », dans PIGNIER Nicole, MITROPOULOU Eleni, *Le sens au cœur des dispositifs et des environnements*, Collection « Communication et design », Paris, pp. 57-78.
- RAAD, Marie-Simone, (2016), « La "marronnisation" de la Bible chez les auteurs guyanais », dans *Les Cahiers du GRELCEF* N°8 : « Le fait religieux dans les écritures et expressions francophones », pp. 103-117.
- RAWORTH, Kate, (2012), *Un espace sûr et juste pour l'humanité, Document de discussion*, Oxfam.
- UICN, PNUE, WWF, (1991), *Sauver la planète, Stratégie pour l'Avenir de la vie*, Gland, Suisse.